

MINISTERE DU PLAN

- - - - -

DIRECTION NATIONALE DE LA  
STATISTIQUE ET DE L'INFORMATIQUE

- - - - -

REPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI

- - - - -

# COMPTES ECONOMIQUES DU MALI

1981 - 1982

Résultats Provisoires

Octobre 1983

—T(1) T(2) T(3) T(4) T(5) T(6) T(7)

Introduction	2
Méthodologie Sommaire	3
Note Technique	4
Principaux Résultats	6
Répartition du P.I.B par branche d'activité aux prix courants	9
Répartition du P.I.B par branche d'activités à prix constants	10
Équilibre général sur Biens et Services aux prix courants	11
Équilibre Général sur Biens et Services à prix constants	12
Comptes de l'Exptérieur	15
Tableaux économiques d'ensemble	16 ~ 18
Finances Publiques	19
Répartition Sectorielle de l'aide internationale reçue	21
Revenu moyen par tête d'habitant.	22

## D N T R O D U C T I O N.

En vue d'obtenir une série de données économiques homogènes sur une période assez longue les résultats des comptes économiques de 1981 et 1982 seront présentés de la même manière que ceux de 1976 à 1980.

Encore une fois la faiblesse des informations statistiques de base (résultats de l'enquête annuelle sur l'industrie, le commerce et le service commerce extérieur, rapport d'activités des services techniques de l'administration) ne nous a pas permis de procéder à une évaluation exacte de l'économie du pays encore moins à l'élaboration d'un tableau d'échanges inter-branches.

Ce document qui n'est que le reflet de l'information disponible reprend la méthodologie utilisée pour l'élaboration des comptes précédents et une note technique sur les définitions internationales des agrégats et des secteurs institutionnels vue sous l'optique du nouveau système de Comptabilité Nationale des Nations Unies (S. C. N.).

## DDIS ETHIOLOGIE OMAIRE

L'ensemble des travaux a été réalisé aux **prix de chaque année**. Ainsi d'une année à l'autre, l'évolution qui apparaît retrace donc l'effet conjugué des changements de quantité et de prix : il s'agit de l'évolution en **valeur**.

Il est cependant utile de pouvoir distinguer ces deux phénomènes, ce qui s'obtient en évaluant les Comptes d'une année valorisés aux prix de l'année précédente par l'intermédiaire d'un indice de volume. Les résultats obtenus sont ensuite corrigés par un indice de prix : ce qui permet d'isoler l'effet de l'inflation et de faire apparaître l'évolution "en volume" de l'activité économique d'ensemble.

Compte tenu de l'importance des travaux, des arbitrages ont été effectués tant au niveau de la nomenclature qu'au niveau des sources de renseignements.

Ainsi : pour la production, le travail a été réalisé au niveau élémentaire de la nomenclature :

- quantité et valeur pour les produits agricoles et ceux des productions de l'élevage physique ;

- indice de la production en quantité physique et évolution de l'indice des prix des produits industriels.

- évolution des tarifs dans le transport et des crédits à court terme accordés aux branches d'activités.

(\*) pour la valeur ajoutée des entreprises du secteur secondaire nous avons pris les résultats prévisoires du recensement industriel organisé en 1982 par la Direction Nationale des Industries (D. N. I.)

(\*) pour les services et le commerce, utilisation de l'évolution de l'indice global obtenu à partir de leurs productions.

Pour les échanges extérieurs (importations et exportations des biens et services) nous avons utilisé les chiffres de l'état de la balance des paiements élaboré par la Banque Centrale du Mali.

Pour les dépôts sur les importations, les bases de fiscalité au cordon douanier n'ayant pas subi de changement, on a gardé la même proportion que celle établie pour l'année précédente.

# NOTE TECHNIQUE

## A. DEFINITION DES PRINCIPAUX AGREGATS

### La Production Intérieure Brute (PIBe) et le Produit Intérieur Brut (P. I. B.)

Ces deux agrégats proposent une mesure du revenu dans le pays à partir de l'activité économique. La PIBe se limite à l'activité marchande tandis que le PIB considère l'activité non marchande, c'est à dire celle des administrations.

Jusqu'à présent, on utilisait au Mali le PIBe ; cet agrégat est repris dans le tableau présentant l'équilibre général des Biens et Services.

On l'obtient par addition des valeurs ajoutées des branches marchandes et en ajoutant les impôts prélevés au cordon douanier sur les produits importés.

Pour obtenir le PIB, il faut augmenter la PIBe de la valeur ajoutée des administrations.

On a donc :

$$\text{Valeur Ajoutée} = \text{Production} - \text{Consommations Intermédiaires}$$

$$\text{Le PIBe} = \text{Valeurs Ajoutées marchandes} + \text{Impôts liés à l'impratation},$$

$$\text{Le PIB} = \text{la PIBe} + \text{Valeur Ajoutée des Administrations}$$

Le PIB est l'agrégat maintenant retenu pour les comparaisons internationales. Le tableau économique d'ensemble propose cette approche.

### L'Excedent Brut d'Exploitation

Cet agrégat représente le revenu des producteurs, une fois payés leurs salariés et les impôts indirects. Il faudrait distinguer ce qui revient aux entreprises industrielles, aux agriculteurs, aux commerçants et aux artisans. Il n'a pas été possible de le faire.

### Revenu Disponible Brut

On a ici le total des revenus disponibles dans le pays et pour chaque agent économique, compte tenu des différents transferts intervenus avec le Reste du Monde ; pour le Mali, il faut plus spécialement remarquer l'aide internationale et les versements des maliens travaillant à l'étranger.

### L'épargne Brute

On utilisera le Revenu Disponible Brut pour assurer les Coûts de la consommation finale. Ce qui rest constitue l'Épargne Brute. La consommation finale dans le territoire économique est le fait des résidents (toute personne présente plus d'un an dans le territoire) qui sont classés dans les Ménages et des non-résidents de passage qui sont regroupés dans le " Reste du Monde ". En revanche, on considère comme l'équivalent d'une importation la consommation finale des résidents maliens à l'extérieur du Pays.

Par ailleurs cette épargne brute est obtenue en faisant la somme de la F.B.C.F, la variation de stocks et la capacité de financement.

#### La Capacité de Financement

Si l'épargne est supérieure aux dépenses d'investissements, le Mali dispose d'une capacité de financement, pour prêter ou rembourser ses dettes. Sinon, il a un besoin de financement : l'équilibre économique n'a pu être réalisé qu'au prix d'emprunts supplémentaires. Cette capacité de financement correspond au solde des opérations courantes dans les comptes de l'extérieur.

N.O.T.E : Chacun de ces agrégats est "brut" car la consommation de capital fixe n'est pas déduite. (sauf pour l'administration + remboursement de dettes publiques)

#### B. L'Equilibre Général des Biens et Services

Les Biens et Services disponibles dans le pays peuvent provenir soit de la production nationale, soit de l'importation ; ceux-ci, à leur tour, pour être mis en circulation, doivent avoir acquitté les impôts indirects prélevés au cordon douanier. Telles sont les ressources en produits disponibles au cours d'une année ; elles sont valorisées au prix du marché y compris pour les produits qui ne sont pas commercialisés (auto-fourniture et autoconsommation : il faut alors établir un prix de marché fictif).

Parmi les emplois, une partie est vendue à l'extérieur du pays. Ce sont les exportations ; une autre est conservée pour les années suivantes : c'est l'accumulation sous forme de stocks ou d'investissements (on parle de Formation Brute de Capital Fixe), enfin le Reste est consommé. Ce qui est utilisé pour d'autres productions s'appelle la consommation intermédiaire. (On la déduit de la production pour obtenir la PIBe). Sinon, on parle de consommation finale. La consommation des administrations est traitée comme consommation finale si on se place dans la logique de la PIBe ; mais il s'agit d'une consommation intermédiaire si on se place dans la logique du PIB.

Dans ce dernier cas, la production non marchande des administrations apparaît comme consommation finale de celles-ci. (puisque le financement est assuré par l'impôt).

#### C. - Le Tableau Économique d'Ensemble

La présentation proposée ici est celle jusqu'à présent utilisée au Mali.

Les comptes des agents (qu'on appelle d'ailleurs maintenant secteurs institutionnels) sont chacun regroupés en une seule colonne, emploi à gauche, ressources à droite.

Chacun des agrégats déjà commenté plus haut est le solde d'un sous-compte, selon l'enchaînement suivant :

<u>Sous-compte</u>	<u>SOLDE</u>
Opérations sur biens et service	Dépenses Intérieures Brutes
Revenu	Revenu disponible
Utilisation du Revenu	Epargne Brute
Capital	Capacité de financement

#### D. Le Reste du Monde

Le reste du monde regroupe l'ensemble des flux entre les unités institutionnelles résidentes, qui constituent l'économie nationale, et les unités non résidentes.

La résidence est définie par rapport au territoire national : une unité est résidente au Mali si elle effectue des opérations économiques pendant un an ou plus sur le territoire du Mali.

Jusqu'à présent, au Mali, on parlait du Compte de l'extérieur : il suffisait d'être absent du territoire, même pour une période inférieure à l'année, pour ne plus faire partie de l'économie nationale durant la période considérée.

A l'inverse, les non-résidents relevaient de l'économie nationale pour la durée de leur présence au Mali.

En pratique on a également tenu compte de la nature des informations disponibles pour considérer la résidence des unités économiques concernées.

Sont considérés comme résidents :

- les étrangers présents sur le territoire dans le cadre de l'assistance technique (y compris lors de leurs déplacements à l'extérieur) ;

- les maliens en déplacement à l'extérieur pour tourisme, pèlerinage, soins médicaux, études financées par bourses (même si celles-ci dépassent l'année, l'information n'ayant pu être isolée);

Les ambassades maliennes à l'extérieur (il s'agit d'une extension du territoire économique).

Sont considérés comme non-résidents :

- les étrangers présents au Mali pour une courte durée (Touristes en particulier) ;

- les ambassades étrangères au Mali (car elles sont exclues du territoire malien).

La consommation finale évaluée dans les équilibres, Ressources-Emplois ne tient pas compte de la résidence des consommateurs : il s'agit de la consommation finale dans le territoire économique. En fait, ce qui est consommé par des non-résidents doit être consommé par des non-résidents doit être considéré comme une exportation. A l'inverse on traite comme importation la consommation finale des résidents à l'extérieur du territoire économique. Ceci est retracé dans le tableau économique d'ensemble.

Le compte du Reste du Monde (comme d'ailleurs le compte de l'extérieur) est tenu du point de vue du Reste du Monde, alors que la balance des paiements est tenue du point de vue du pays : un crédit dans la balance des paiements (les exportations par exemple) est un emploi pour le Reste du Monde.

**E. Les Administrations**

Le secteur institutionnel des administrations assure une production non marchande destinée à la collectivité ; il est financé par des versements obligatoires effectués par les autres secteurs. La production non-marchande est mesurée par le coût des facteurs de production : Consommation intermédiaire, rémunération des salariés, impôts indirects et consommation de Capital fixe. La production non marchande des administrations est une consommation finale de celles-ci, puisque son financement est assuré par les versements obligatoires (impôts et cotisations sociales) qu'elles reçoivent.

A titre marginal, les administrations peuvent avoir une production marchande correspondant à des services qu'elles rendent contre paiement des bénéficiaires.

### LES PRINCIPAUX RESULTATS

Ils figurent dans deux tableaux selon des approches complémentaires :

- le tableau économique d'ensemble (T.E.E.) où se trouvent les Comptes des secteurs institutionnels ;
- le tableau d'équilibre général des opérations sur biens et services et leur évolution dans le temps.

Pour la compréhension et l'interprétation des chiffres contenus dans ces tableaux, il faut se reporter aux autres chapitres, \* qui, à travers une note technique fournissent des explications sur les notions utilisées. Mais avant, le tableau ci-dessous récapitule déjà la valeur de certains agrégats.

#### PRINCIPAUX AGREGATS EN MDS DU P.N.

	1980	1981	1982
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT	599,81	624,71	693,07
REMUNERATION DES SALARIES	85,5	86,9	97,52
IMPOTS	56,0	57,1	65,94
dont IMPOTS DIRECTS	21,4	19,7	21,10
IMPOTS INDIRECTS	34,6	337,4	44,84
REVENU DISPONIBLE BRUT	575,9	655,22	709,84
EPARGNE BRUTE	48,45	46,6	45,4
OBLIGATION DE FINANCEMENT	- 52,0	- 62,0	- 74,3

REPARTITION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT (P.I.B.) AU PRIX COURANT PAR  
BRANCHE D'ACTIVITE

Unité : Milliards de F...

	1980	1981	1982
Secteur Primaire	175,27	186,61	230,64
Agriculture Vivrière	45,53	48,54	56,06
Agriculture Industrielle	14,76	15,05	15,36
Elévage et Pêche	114,98	123,02	159,42
Secteur Secondaire	69,62	75,27	80,80
Artisanat	21,42	26,07	26,66
Industries Alimentaires	7,30	7,40	9,44
Industries chimiques et matériaux			
de construction	1,70	1,90	2,30
Industries mécaniques et Energie	7,00	7,10	9,32
Industries Textiles	4,40	5,10	7,62
S. T. P.	27,10	27,10	24,90
Divers	0,70	0,60	0,56
Secteur Tertiaire	354,92	362,83	381,43
Services	32,00	34,24	36,63
Transports	89,45	89,54	75,50
Commerce	172,47	176,15	201,50
Salaires	61,00	61,90	67,80
Produit Intérieur Brut (P.I.B.)	599,81	624,71	693,07

ESTIMATION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT (P.I.B.) AU PRIX CONSTANT DE 1980 ET  
1981 ET PAR BRANCHE D'ACTIVITE.

Unité : Milliards de F.M.

	1980	1981 AU PRIX DE 1980	1982 AU PRIX DE 1980	1982 AU PRIX DE 1981
Secteur Primaire	175,25	169,18	193,10	213,36
Agriculture Vivrière	45,53	39,15	46,89	51,90
Agriculture Industrielle	14,76	15,05	12,84	13,84
Sylvage et Pêche	114,98	114,98	133,37	147,62
Secteur Secondaire	69,62	67,92	70,45	77,84
Artisanat	21,42	21,91	22,92	26,66
Industries Alimentaires	7,30	7,48	7,66	7,54
Industries chimiques et matériaux de construction	1,70	1,63	1,61	1,86
Industries mécaniques et Energies	7,0	6,44	7,42	8,16
Industries Textiles	4,40	3,68	4,40	5,12
B. T. P.	27,10	26,13	25,74	26,83
Divers	0,70	0,65	0,70	0,65
Secteur Tertiaire	354,92	334,00	287,85	305,55
Services	32,0	32,0	32,0	32,0
Transports	89,43	82,30	66,19	71,63
Commerce	172,47	158,70	128,66	140,92
Salaires	61,0	61,0	61,0	61,0
Produit Intérieur Brut (P.I.B.)	599,81	571,10	551,40	596,75

RESSOURCES ET EMPLOIS DE LA NATION AU PRIX COURANT EN MILLIARDS  
DE F.M.

	1980	1981	1982
A= Produit Intérieur Brut (P.I.B.)	599,81	624,71	693,07
- Secteur Primaire	175,27	186,61	230,84
- Secteur Secondaire	69,62	75,27	80,80
- Secteur Tertiaire	354,92	362,83	381,43
M= Importations	186,10	209,50	218,40
TOTAL : Ressources = A + M	785,91	834,21	911,47
B= Dépenses Intérieures Brutes	699,31	750,41	815,67
- Consommation Finale	594,11	641,81	695,97
- F.B.C.F.	95,3	97,90	107,91
- Stocks	9,9	10,70	11,79
X Exportations	86,6	83,8	95,8
TOTAL EMPLOIS : B + X	785,91	834,21	911,47

RESSOURCES ET EMPLOIS DE LA NATION A PRIX CONSTANT DE 1980 ET 1981  
EN MILLIARDS DE F.C.P.

	1980	1981 AU PRIX DE 1980	1982 AU PRIX DE 1980	1982 AU PRIX DE 1981
A- PRODUIT INTERIEUR BRUT (P.I.B)	599,81	571,10	551,4	596,75
- Secteur Primaire	175,27	169,18	193,10	219,36
- Secteur Secondaire	69,62	57,92	70,45	77,14
- Secteur Tertiaire	354,92	334,00	287,85	305,55
M- Importations	186,1	184,65	190,20	205,84
TOTAL : RESSOURCES : A + M	785,91	755,75	741,60	802,59
B- Dépenses Intérieures Brutes	699,31	681,71	658,43	712,55
- Consommations Finale	594,11	584,71	559,70	603,00
- F. B. C. F.	95,3	87,40	93,84	99,60
- Stocks	9,9	9,60	4,89	9,90
X- Exportations	86,6	74,04	83,17	90,01
TOTAL : EMPLOIS B + X	785,91	755,75	741,60	802,59

## LES OPERATIONS SUR BIENS ET SERVICES

### A. La Production

Agriculture vivrière : En dehors des principales céréales il n'existe pas d'informations statistiques sur la production. On a donc retenu une tendance moyenne conforme à l'évolution de la population rurale et à celle des résultats des campagnes de commercialisation modulée parce que l'évolution des prix sur les marchés de Bamako peut révéler de la situation de l'offre.

Pour le mil-sorgho, le paddy et le maïs, le rapport d'activité de la Direction de l'Agriculture a été utilisé. Le niveau de production retenu pour les autres cultures résulte comme on l'a dit plus haut, d'arbitrage rendus en fonction des avis qu'il a été possible de rassembler.

Agriculture industrielle : Elle connaît la même déficience statistique que l'agriculture vivrière ; ainsi donc elle a subit le même traitement afin d'arriver à une évaluation de sa production.

Élevage : Ce sont les données de l'ONBEVI et de la Direction de l'Élevage qui ont été retenues ; il faut noter que si ces données sont précises au point de vue quantité, en revanche, l'information sur les prix est pratiquement inexistante. On s'est donc servi de l'évolution du prix de la viande. Nous estimons qu'avec les relevés de prix des animaux sur pieds effectués par l'ONBEVI ces derniers temps, s'ils sont soutenus, et étendus sur l'ensemble du pays nous parviendrons à une meilleure évaluation de la production qui, il faut le reconnaître a une très grande importance et dans son secteur et dans la PIBe.

Artisanat : Une évaluation spécifique a pu être faite tout en considérant que la production en volume suit l'accroissement de la population rurale alors que pour les prix on a retenu l'évolution présentée par un échantillon de produits artisanaux vendus sur le marché de Bamako.

Industries : La production de ce secteur a été évaluée grâce aux résultats du recensement industriel organisé par la Direction Nationale des Industries et effectué conjointement par la Direction Nationale de la Statistique et le C E P I. Pour les prix, un échantillon de produits industriels jugés représentatifs a été constitué et des relevés de prix ont été effectués soit à l'aide du service du contrôle des prix des affaires économiques soit par enquêtes périodiques auprès des entreprises concernées soit par exploitation des bulletins mensuels de statistique.

Par ailleurs, l'indice de la production industrielle a été utilisé pour évaluer la production du secteur à prix constant.

### B. Le Commerce Extérieur

Il existe normalement un état des statistiques douanières

du commerce extérieur incluant la quantité, la valeur et les droits relevés lors du passage en douane. Cet état n'ayant pas été disponible au titre des années 1981 et 1982 nous avons été obligés de retenir les données de la Banque Centrale sur lesquelles il est nécessaire de porter des corrections après l'apparition officielle dudit état. Ces révisions sont d'autant plus nécessaires qu'elles permettent une élaboration satisfaisante des équilibres Ressources = Emplois sur Biens et Services et un réajustement des agrégats qui en dépendent, notamment la capacité de financement de la Nation.

Le Reste du Monde

La source principale pour établir le Compte Reste du Monde a été la balance des paiements élaborée par la Banque Centrale. C'est pourquoi on présente dans ce tableau une correspondance chiffrée entre ces deux documents.

Le solde des opérations courantes représente la capacité de financement de la nation.

DE LA BALANCE DES PAYEMENTS AUX COMPTES NATIONAUX (en milliards de F.M.)

Source : B. C. M.

CODE DE LA CATÉGORIE DU MONDE	1980	1981	1982	1982	1981	1980	BALANCE DES PAYEMENTS	
							CAISSE	DET
Biens Exportés (F.O.B.)	86,5	83,8	95,8	95,8	83,8	85,6	1 Marchandises (P.C.B.)	-
Services Exportés : Transports	7,4	7,9	8,2	3,0	2,9	2,15	3 Frêts - Assurances	-
Autres	4,3	4,3	4,3	4,3	4,2	4,3	4 Autres Transports	-
Consommation finale des non résidents	2,4	2,7	2,9	2,9	2,7	2,7	7 Gouvernement	-
Rémunération des salariés	11,3	14,0	15,0	9,0	8,6	5,5	8 Autres Services	-
Coopération Internationale	2,3	2,8	3,1	6,0	5,4	4,8	5 Voyages	-
Transferts privés internationaux	47,7	61,6	63,5	3,1	2,8	2,5	7 Gouvernement	-
	23,7	25,0	25,9	63,5	61,6	47,7	10 Gouvernement	-
							9 Secteur Privé	-
RESUMÉS								
Biens Exportés (F.O.B.)	130,3	146,7	152,9	152,9	146,7	136,3	1 Marchandises (P.C.B.)	-
Services Exportés : Transp.	8,7	9,9	12,3	6,6	6,2	5,8	3 Frêts - Assurances	-
Autres	12,0	9,9	13,6	12,5	9,9	8,7	4 Autres transports	-
Consommation finale des résidents				4,5	3,9	5,0	7 Gouvernement	-
				8,5	6,0	7,0	8 Autres Services	-
Revenu et propriété	10,5	11,9	15,9	12,6	9,0	8,3	5 Voyages	-
Coopération Internationale	7,0	7,7	15,9	3,3	2,9	2,2	7 Gouvernement	-
Transferts privés internationaux	2,3	2,6	3,4	15,9	7,7	7,0	6 Revenu de la propriété	-
	7,8	8,3	9,5	3,4	2,6	2,3	10 Gouvernement	-
SOLDE DES OPERATIONS COURANTES	- 3,0	- 6,8	- 8,7	- 74,3	- 62,0	- 52,8	9 Secteur Privé	-
CAPACITE DE FINANCEMENT							NET BIENS ET SERVICES ET TRANSFERTS SAIS CONTRE -	-

TABLEAU ECONOMIQUE D'ENSEMBLE 1980 en milliards de F.L.

INTÉRIEUR PROPRIÉTÉS, IMMOBILISÉES,	P L U I S ADMIS- TERÉE.	TOTAL	O P E R A T I O N S	R E S S O U C R E S		
				TOTAL	EXTR. ADMIS- TERÉES	ADMIS- TERÉES
-	-	-	-	Produit Intérieur Brut	396,81	-
-	-	-	-	Importation	183,10	58,0
117,07	313,4	57,04	85,4	Exportation	186,10	2,0
				Dépense Intérieure Brute	-	538,81
117,07	313,4	57,04	85,4	TOTAL OPÉRATIONS SUR BIENS ET SERVICES	785,91	-
22,0	31,0	58,0	2,5	Rémunération des salariés	35,5	-
10,5	10,9	-	-	Fiscalité Directe	21,4	-
33,8	0,1	-	-	Fiscalité Indirecte	34,6	-
348,05	55,68	93,71	47,20	Transferts	574,65	-
430,26	37,43	48,21	-	TOTAL DISPONIBLE BRUT	376,9	-
-	82,2	11,75	-45,5	ÉPARGNE NÉUTRE	40,45	-
					-45,5	11,75
81,6	11,75	2,0	-	F. B. C. I.	-	82,2
5,5	-	-	-	Variation de stocks	-	-
-	5,3	-	-47,5	Capacité de financement	-32,6	-52,8

TABLEAU ECONOMIQUE D'ENSEMBLE 1981 EN MILLIERS DE F.M.

B I L L O I S				O P E R A T I O N S				R E S S O U R C E S			
ENTREP.	BIENAG.	ADMIN.	EXTER.	TOTAL	EXTER.	DIT.	BIENAG.	ENTREP.	ENTREP.	BIENAG.	ADMIN.
-	-	-	-	Product Intérieur Brut	624,71	-	58,9	3,0	562,81	-	-
-	-	-	-	Importation	209,5	209,5	-	-	-	-	-
-	-	-	-	Exportation	-	-	-	-	-	-	-
94,5	526,6	44,91	14,0	Dépense intérieure Brute	750,41	-	-	-	-	-	-
94,5	523,6	44,91	87,8	TOTAL OPERATIONS SUR BIENS	834,21	209,5	52,3	3,0	562,81	-	-
24,2	34,0	58,9	2,8	Rémunération des salariés	88,9	-	-	88,9	-	-	-
10,0	5,7	-	-	Fiscalité Directe	19,7	-	15,7	-	-	-	-
36,5	6,5	-	-	Fiscalité Indirecte	37,4	-	37,4	-	-	-	-
401,0	37,4	109,55	61,6	Transferts	570,22	2,62	61,5	605,0	-	-	-
491,77	103,8	57,25	-	RÉVENU DISPONIBLE BRUT	535,22	-	-	374,5	106,8	491,17	-
65,5	5,10	-52,3	-	EPARGNE BRUTE	76,6	-	-52,3	5,4	89,5	-	-
83,0	2,40	3,5	-	R. R. C. R.	-	-	-	-	-	-	-
10,7	-	-	10,7	Variation de stocks	-	-	-	-	-	-	-
-6,2	-	-55,8	-	Capacité de financement	52,0	-62,0	-	-	-	-	-

TABLEAU ÉCONOMIQUE D'ENSEIGNE 1982 EN MILLIERS DE F.4.

B I P L O I S				O P E R A T I O N S				R E S S O U R C E S			
BENEFICE	HONORAIRES	ADMINIS	EXIER	TOTAL	ACTIV	EXTER	DITES	HONORAIRES	ENTREP	ENTREP	ENTREP
- 10,8	- 95,8	- 95,8	- 95,8	- 95,8	693,07	-	64,3	3,5	625,84		
10,8	347,25	48,72	10,8	911,47	TOTAL OPERATIONS SUR BIENEST SCSE	218,4	218,4	-	-	-	-
26,52	3,5	64,3	3,1	97,52	Rémunération des salariés	57,52	-	-	97,52	-	-
10,52	10,48	-	-	21,4	Fiscalité Directe	21,4	-	-	-	-	-
44,72	0,72	-	-	44,84	Fiscalité Indirecte	44,84	-	44,84	-	-	-
- 30,32	- 105,31	119,6	-	53,5	Transports	727,94	3,4	63,50	661,04	-	-
-	-	-	-	-	REVENU DISPONIBLE BRUT	709,84	-	-	-	-	-
- 533,20	120,1	55,86	-	709,84		-	-	-	-	-	-
- 75,55	75,72	- 63,74	-	45,4	EPARGNE FRUTE	45,4	-	-	-	-	-
- 96,98	45,79	3,2	-	107,91	F. H. G. F.	-	-	-	-	-	-
- 11,79	-	-	-	11,79	Variation de stocks	-	-	-	-	-	-
- 7,36	-	- 66,94	-	74,3	Capacité de Financement	- 74,3	- 74,3	-	-	-	-

FINANCES PUBLIQUES

en Milliards de F.M.

ANNEES	RECETTES ORDINAI- RES	DEPENSES ORDINAI- RES	EXCEDENT BRUT	DEPENSES EN POURSEN- TAGE	
				du P.I.B	du F.N.B.
1980	59,4	79,4	- 20,0	13,2	13,5
1981	72,9	83,2	- 10,3	13,3	13,6
1982	78,3	88,3	- 10,0	12,7	13,0

RESSOURCES	1980	1981	1982	EMPLOIS	1980	1981	1982
					1980	1981	1982
Recettes Ordin.	59,4	72,9	78,3	Dsp Ordin.	79,4	83,2	88,3
				Excédent Brut	-20,0	-10,3	-10,0
				Amortissement	7,3	4,6	7,9
Aide Budgétaire	19,8	14,2	6,5	Excédent Net	-27,3	-14,9	-17,9
				Résultat éco- nomique net	- 7,5	- 0,7	- 11,4

Nous n'avons considéré que les dépenses et les recettes ordinaires pour pouvoir assurer la cohérence dans la détermination de l'excédent net.

Pour arriver finalement au Résultat économique net de l'administration centrale il faut ajouter à l'excédent net l'aide budgétaire reçue.

REPARTITION SECTORIELLE DE L'AIDE INTERNATIONALE RECUE  
EN MILLIARDS DE F.M.

	1981	1982
<u>SECTEUR PRIMAIRE</u>	2,2	13,9
-Agriculture et produits alimentaires	1,8	13,6
- Elevage	0,4	0,3
<u>SECTEUR SECONDAIRE</u>	1,4	104,4
- Mines, Energie et Eau	1,4	99,5*
- Industries	-	0,7
B. T. P.	-	4,0
Autres	-	0,2
<u>SECTEUR TERTIAIRE</u>	0,3	28,9
- Formation	-	9,2
- Santé	0,3	7,7
- Autres	-	11,5
		11,5
<u>PRETS ET SUSVENTIONS NON ORIENTES</u>	-	0,5
<u>TOTAL</u>	3,9	147,2

\* : Ce chiffre comprend le financement du Barrage de Manantali, et un prêt accordé pour la mise en valeur du fleuve Sénégal

N.B. : La rémunération des assistants techniques et le coût des études sont inclus dans ces montants.

PRODUIT INTERIEUR BRUT ET REVENU PAR TETE D'HABITANT

	1980	1981	1982
<b>PRODUCTION INTERIEURE BRUTE</b>	<b>538,81</b>	<b>562,81</b>	<b>625,27</b>
Secteur Primaire	175,27	186,61	230,84
Secteur Secondaire	69,62	75,27	80,80
Secteur Tertiaire	293,92	300,93	313,63
<b>S A L A I R E S</b>	<b>61,0</b>	<b>61,9</b>	<b>67,8</b>
<b>PROD IT INTERIEUR BRUT (aux prix courant du marché)</b>	<b>599,81</b>	<b>624,71</b>	<b>693,07</b>
<b>IMPOTS ET TAXES INDIRECTS</b>	<b>34,6</b>	<b>37,4</b>	<b>44,84</b>
<b>SUBVENTIONS</b>	<b>5,6</b>	<b>6,5</b>	<b>7,1</b>
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux coûts des facteurs)</b>	<b>570,81</b>	<b>593,81</b>	<b>655,33</b>
<b>SOLDE DES TRANSFERTS</b>	<b>15,9</b>	<b>16,7</b>	<b>16,4</b>
<b>REVENU NATIONAL BRUT (aux prix courants du marché)</b>	<b>583,91</b>	<b>606,01</b>	<b>676,67</b>
<b>REVENU NATIONAL HAUT (aux coûts des facteurs)</b>	<b>554,91</b>	<b>577,11</b>	<b>638,93</b>
<b>POPULATION</b>	<b>7.069.818</b>	<b>7.249.391</b>	<b>7.433.526</b>
<b>REVENU PAR TETE</b>	<b>} aux prix en F.M.</b>	<b>82.591</b>	<b>83.870</b>
<b>P.I.B. PAR TETE</b>			
	<b>en F.M.</b>	<b>84.840</b>	<b>86.174</b>
<b>REVENU PAR TETE</b>	<b>} aux coûts en F.M.</b>	<b>78.489</b>	<b>79.608</b>
<b>P.I.B. PAR TETE</b>			
	<b>en F.M.</b>	<b>80.738</b>	<b>81.125</b>
	<b>des facteurs</b>		<b>85.952</b>
			<b>88.016</b>